

## Fédération Syndicale Unitaire VAR

### LE ROUGE ET LE NOIR.

Alors que la crise touche toujours autant de Français créant dans son sillage du chômage et de la précarité, alors qu'on nous annonce 24 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique dont 16 000 dans la seule Education Nationale, notre pays semble porter le deuil d'une politique sociale et économique ambitieuse.

Le gouvernement a choisi la rigueur budgétaire : il veut augmenter le forfait hospitalier, diminuer les remboursements de certains médicaments, ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux, augmenter l'âge ouvrant droit à la retraite ...

Pour autant, les salarié-es du public et du privé, les retraité-es, les jeunes ... ne se laisseront pas faire ! Le tableau dressé est noir et cela donne au mouvement syndical une responsabilité encore plus importante pour s'opposer à ces politiques et imposer des solutions alternatives.

Contre la privatisation de la poste, un comité regroupant des associations, des partis politiques et des syndicats a été créé. Dans notre département, tous ensemble, nous allons participer à la votation citoyenne le 3 octobre pour défendre une poste publique.

Contre une école au rabais, des choix budgétaires dévastateurs ... le collectif "Une école, un avenir" s'est adressé solennellement au ministre de l'Education nationale Luc Chatel qui affirme agir dans «un esprit de dialogue et de concertation» pour qu'il entende et mette ses actes en conformité avec ses paroles en donnant sans tarder de premiers signes concrets et en ouvrant les discussions nécessaires.

Contre la précarité, les conditions de travail qui se dégradent, l'absence de revalorisation salariale, les Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le 8 septembre 2009 dans la continuité de l'intersyndicale initiée depuis octobre 2008 et appellent à participer massivement aux actions du 7 octobre. Cette journée mondiale de mobilisation des travailleurs pour le travail décent est une occasion de porter nos revendications et d'exiger d'autres choix politiques. Dans le Var, un rassemblement et une manifestation auront lieu à Toulon, le mercredi 7 octobre à 15 heures (rassemblement Place de La Liberté), une audience sera demandée au ministre-maire Hubert Falco.

Pour gagner, il faut que nous soyons toutes et tous mobilisé-es ; pour nous faire entendre, il nous faut manifester et porter nos revendications.

Tous ensemble nous pouvons tout ! Gageons, en ce début d'année scolaire, que nos luttes sociales ne font que commencer. Nos exigences, notre volonté d'aboutir et de changer la société : voilà notre fil rouge !

Maryvonne Guignonnet, le 22 septembre 2009.



#### L'exécutif FSU Var.

##### Maryvonne Guignonnet

Secrétaire générale, SNES

##### Emmanuel Trigo

Secrétaire général adjoint, SNUipp

##### Gilbert Bréandon

Secrétaire général adjoint, SNES

##### Georges Blanc

Trésorier, SUP'Equip

##### Daniel Ferro

Trésorier adjoint, SNEP

##### Jean-Pierre Andrau

Secteur retraité, SNES

##### Fabien Benezech

SNES

##### Chantal Burel

UNATOS

##### Andrée Ruggiero

SNUEP

##### Jacques Sedes

SNES

##### André Touvier

SNUipp

##### Cédric Turco

SNUipp

#### SOMMAIRE.

P1: Edito.

P2 : Activités de la FSU; action à la poste ; rentrée dans le 2nd degré ; le personnel médical face à la grippe.

P3 : Rentrée dans le 1er degré ; audience de la FSU à l'Inspection Académique; RESF ; élections et congrès de la FSU.

P4 : Pour une autre politique économique et social ; hommage.

#### Juillet / Août / Septembre 2009

Trimestriel N° 50

Directrice de la publication

Maryvonne GUIGNONNET

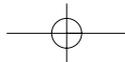
N° de commission paritaire :

0912 S 05032

Imprimé par

Manograph La Seyne

Prix au numéro 0,76 €



## Activités de la FSU Var.

**28 août** : exécutif FSU, conf de presse.

**4 sept** : réunion pour créer le collectif départemental pour la poste.

**9 sept** : audience à l'IA, rencontre des UD pour discuter de la journée du 7 oct.

**10 sept** : CDFD.

**18 sept** : conf de presse pour soutenir l'action des syndicats de la poste et la journée de grève du 22 sept.

**21 sept** : réunion des UD pour préparer le 7 oct.

**22 et 23 sept** : CDFN.

**Consultation nationale  
sur la privatisation  
de La Poste**  
le samedi 3 octobre 2009



**Votation citoyenne  
dans tout le pays**  
Mairies, bureaux de poste, marchés...

**C'est à nous de  
CHOISIR!**

Consultation nationale organisée à l'initiative du comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur la privatisation de La Poste.

## Avec la poste, pour la poste !

Le vendredi 4 septembre 2009, dans le Var, des organisations syndicales, des partis politiques, des associations ont décidé de constituer un collectif départemental pour la défense du Service Public Postal. L'objectif est de tout mettre en œuvre pour organiser, devant les bureaux de poste, une large consultation citoyenne le 3 octobre 2009, relayant ainsi dans le Var, l'initiative du comité National contre la privatisation de La Poste. Il s'agit concrètement de donner la parole à tou-tes les citoyen-nes, en leur demandant de se prononcer pour ou contre la privatisation de la poste, d'exiger un véritable débat et un référendum.

Site de la FSU du Var.  
<http://sd83.fsu.fr>

# La rentrée 2009 en collèges, lycées : plus d'élèves, moins de personnels !

L'académie de Nice subit de plein fouet les suppressions massives de postes dans l'Education Nationale. Déjà dernière de France métropolitaine pour le taux d'encadrement en lycée et antépénultième pour les collèges, notre académie continue de régresser, malgré un nombre d'élèves de collèges qui augmente.

Les services de l'Inspection Académique ont prévu 296 élèves de plus dans les collèges et entériné 35 fermetures de postes ! Les effectifs par division augmentent jusqu'à atteindre souvent 28 à 30 élèves dès le niveau 6e. Ainsi au collège de Lorgues la plupart des classes accueillent 30 à 32 élèves. Au lycée, malgré le tassement démographique attendu, ce sont des centaines d'élèves de plus qui ont été affectés en seconde générale et technologique. Nous enregistrons cependant la disparition de 25 postes en lycée. De ce fait les effectifs des classes grimpent dans la plupart des établissements au delà de 35 élèves que ce soit en 2de ou en 1ère et Terminale (Lycée Dumont, Lycée de Gassin ...). Dans certains cas des élèves de Terminale ayant échoué au Bac ne sont pas réinscrits en redoublement... Parallèlement, l'assouplissement de la carte scolaire amène à la baisse des effectifs dans certains établissements.

De nombreux élèves, séduits par le discours sur l'apprentissage, n'ont pas trouvé de contrat et viennent grossir les rangs des " sans solutions ".

En LP, le nombre de places offertes aux élèves issus de 3e ou de 2de est toujours insuffisant : elles se répartissent entre des bacs pro en 3 ans et des

CAP en 2 ans, mais ce sont toujours les mêmes filières qui restent les plus attractives (en fonction des débouchés ou du prestige -supposé- des filières). L'organisation de la réforme, anticipée d'un an dans l'académie, pose le problème de la coexistence dans un même établissement d'élèves préparant le même diplôme, avec le même programme, mais certains en 3 ans, d'autres en 2 + 2 ans, c'est-à-dire avec des grilles horaires différentes. Enfin, 50 postes en LP sont restés vacants à l'issue du mouvement intra : 13 ont été attribués à des TZR, le reste est pourvu par des contractuels.

Le recours à des personnels précaires devient de plus en plus fréquent dans tous les types d'établissements, du fait de la diminution du nombre de TZR, ou leur affectation à l'année sur les nombreux postes non pourvus. Malgré cela, il reste de nombreux ETP non pourvus, compensés à coup d'heures supplémentaires.

En ce qui concerne les catégories CPE et COPsy la situation est tout aussi grave : pour les premiers, aucune création de postes alors que l'on ouvre de nouveaux établissements ; pour les seconds, diminution des effectifs en raison de la faiblesse du recrutement national et de la mauvaise gestion des entrées au mouvement intra. Le SNES

dénonce la politique de pénurie budgétaire qui préside aux réductions de postes et de recrutements et réclame des moyens à la hauteur des ambitions affichées dans les discours officiels pour assurer une école de qualité, favorisant l'accès au savoir et les chances d'insertion de tous les élèves.

Gilbert Bréandon.

## Grippe A : les infirmier-es de l'Education sous haute pression.

La médiatisation, à juste titre, de la grippe H1N1, va augmenter la charge de responsabilités de toute la communauté scolaire. L'infirmière aura un grand rôle à jouer. Sur ce sujet, la FSU est intervenue lors du CHS académique du 10 septembre :

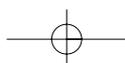
- les infirmier-es de l'académie devraient être toutes remboursé-es de leurs déplacements à l'IA, pour être aller récupérer les masques (nous interviendrons à nouveau afin que les collègues qui n'ont pas pu se déplacer, les obtiennent).
- les salles d'isolement ne sont pas obligatoirement les infirmeries, sauf si celles-ci ont plusieurs chambres ; la surveillance des élèves isolés ne peut pas être uniquement (loin s'en faut) dévolue aux seul-es infirmier-es trop occupé-es à recevoir

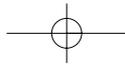
d'autres personnes.

-le questionnaire qui nous a été adressé via l'IA n'a pas à être rempli par les infirmier-es mais par les chefs d'établissement qui doivent recenser les cas grippaux.

Le SNICS-FSU est également intervenu au sujet des 3 postes sur 13 restés vacants à l'issue de la CAPA. Nous avons obtenu pour 2 de ces postes qu'ils soient occupés par des collègues issus du concours 2009. Pour autant un poste, pourtant budgété, reste encore vacant ... Malgré la pandémie, il semblerait qu'on puisse se passer de personnel médical.

Mireille Audoyneau  
Secrétaire Académique.





# Une rentrée de plus sous le signe de l'exaspération dans les écoles.

Alors que près de soixante enseignants n'ont toujours pas d'affectation, alors que l'IA a procédé à sept fermetures de postes, huit ouvertures de classes et deux nouvelles fusions d'écoles dans le secteur de Sainte Maxime une semaine après la rentrée, les contre-réformes se poursuivent dans le premier degré et la précarité avance, mettant sur la sellette les plus démunis.

Le SNUipp-FSU a proposé douze assemblées générales à travers tout le département dès la pré-rentrée afin de permettre aux personnels de se réunir, de faire le point sur les sujets d'actualité, mais aussi de faire part des problèmes rencontrés dans les écoles (effectifs, locaux, 60 heures, EVS, AVS, etc). Désormais, le syndicat propose douze réunions d'information syndicale sur le temps de

travail. De quoi faire vivre le droit syndical que l'administration tente de mettre à mal année après année. De quoi poursuivre les discussions sur les sujets d'actualité, notamment concernant le projet académique, " sorti du chapeau hiérarchique " à cette rentrée. De quoi donner la parole à celles et ceux qui font l'Ecole chaque jour, sur le terrain. Le SNUipp-FSU appelle les enseignants des écoles à participer aux initiatives intersyndicales varoises prévues le 3 octobre pour La Poste et le mercredi 7 octobre dans le cadre de la journée mondiale pour le travail décent. Emanuel Trigo.



## La FSU en audience.

Une délégation FSU (SNEP, le SNES et le SNUipp) a rencontré le nouvel Inspecteur Académique du Var M. Verlucco. Celui-ci était accompagné de M. Halter, IA adjoint chargé du 2nd degré, et de M. Penso, IA adjoint chargé du 1er degré. Le SNUEP était excusé et l'intervention prévue pour les lycées professionnels a été relayée par la FSU.

Les représentants syndicaux ont dénoncé les nombreuses suppressions de postes et leurs conséquences sur les conditions de travail des élèves et des enseignants : dans une académie qui est bien en dessous de la moyenne nationale (le Var ayant des résultats encore en deçà de ceux des Alpes-Maritimes) quant à l'orientation des élèves en lycée général et les résultats au baccalauréat, il faut souligner le lien évident entre les moyens insuffisants dont dispose l'académie et notre "positionnement " national. L' académie présente le taux de qualification des adultes le plus bas de France, l'offre est pauvre en lycée pro. Disparité et concurrence s'installent entre établissements, de plus en plus autonomes dans leurs choix, et s'accroissent avec la suppression de la carte scolaire.

La FSU a fortement insisté sur la nécessité de prendre en charge les centaines d'élèves qui souhaitent aller vers l'apprentissage et qui restent sans solution en fin d'année scolaire : il est nécessaire de connaître exactement leur nombre et de ne pas voir dans l'apprentissage la solution à tous les problèmes des élèves en difficulté. Les classes en lycée pouvant atteindre 36 élèves, les divisions de collège surchargées (32 au collège de Lorgues ..), les locaux rendus exigus par un nombre d'élèves en augmentation (collège de Barjols ...) ont été dénoncés.

Cette année, les chiffres prévisionnels, particulièrement en lycée, se sont avérés bien loin des réali-

tés du terrain. Des postes ont ainsi été supprimés lors des préparations de rentrée sous prétexte de déprise démographique et, ce n'est qu'après la rentrée, qu'on se rend compte qu'il y a plus d'élèves que prévu ...

La FSU s'est aussi exprimée sur les conditions de travail des personnels de l'Education Nationale : le recours à la précarité, la suppression des EVS et AVS, les mutations sur deux voire trois établissements, la suppression de stages de formation continue dans le degré... tout cela doit cesser. Elle a dénoncé la dégradation des relations entre les représentants de l'institution et les personnels à tous les niveaux. Ainsi, il aurait été normal de solliciter les personnels sur le projet académique sur le temps de travail dans le 2nd degré pour permettre une véritable discussion.

M. Verlucco s'est dit conscient des difficultés du département et souhaite avoir une politique éducative ambitieuse. Il veut "mieux répartir" les moyens pour que tous les élèves aient les meilleures conditions de travail tout en sachant qu'il a peu de marge de manœuvre. Ses services suivront particulièrement de près les projets mis en place pour le suivi et l'aide des élèves dits décrocheurs. Il considère que le projet académique, et cela même si les échéances du rectorat sont courtes, permettra de savoir dans quelle direction aller et fixera le cap. Les personnels enseignants ont donc l'occasion d'exprimer leurs besoins pour un projet académique ambitieux, revendicatif et concret.

" Nous ne pouvons faire mieux avec moins " précisait un représentant de la FSU, insistant ainsi sur le nécessaire rapport quantité/qualité que les règles comptables de la loi ignorent totalement .

Fabienne Raimbault.

## Cercles de silence , RESF ...

Tous les 30 de chaque mois à 12h, des citoyens se regroupent place de la Liberté sous l'égide de RESF (réseau éducation sans frontière) pour marcher et dénoncer une politique désastreuse en matière d'immigration. Ainsi, au lycée Bonaparte de Toulon, Hyppolite, un lycéen, a été placé en garde à vue au moment de passer son bac car il était en " situation irrégulière ". Ce cas particulier qui concerne notre ville est à mettre en relation avec le bilan de Sarkozy, Hortefeux et Besson en matière d'immigration, à savoir : -17 350 " éloignements "

(aucune précision n'est donnée sur le nombre de rétentions et d'interpellations) - 3043 interpellations de " trafiquants et migrants ".

Il nous faut rappeler qu'Eric Besson a activé le " délit de solidarité " (le film *Welcome* a permis de porter sur les écrans cette problématique) ; en juin il s'est opposé à la Cimade pour la gestion des sans-papiers.

Cette politique globale, tout comme ces nombreux cas de familles et d'enfants menacés, ne peuvent nous laisser indifférents, c'est pourquoi la FSU est partie prenante de cette lutte pour la dignité humaine.

Daniel Ferro.

## Elections fédérales et congrès de la FSU.

Du 5 au 26 novembre, les syndiqués de la FSU devront se prononcer sur le rapport d'activité fédéral national et voter pour élire les directions fédérales. Ce vote sera suivi d'un congrès départemental à l'Université de la Garde lundi 14 et mardi 15 décembre ; puis d'un congrès national à Lille qui se tiendra du 1 au 5 février 2010. Les mandats fédéraux y seront élaborés pour la période des trois années à venir.

